Le développement peut-il être durable ?

Claude Llana

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/3286>

DOI : 10.4000/ere.3286

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Claude Llana, « Le développement peut-il être durable ? », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 7 | 2008, mis en ligne le 20 septembre 2008, consulté le 21 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ere/3286> ; DOI : 10.4000/ere.3286

Le développement peut-il être durable ?

Claude Llana

- 1 Comment ne pas prendre le temps de questionner le développement durable ? Comment expliquer que ce concept soit si largement adopté et promu ? N'est-ce pas suspect ? Surtout si l'on constate que, malgré toutes les professions de foi des transnationales ou des institutions qui s'en réclament, les choses ont du mal à évoluer.
- 2 Or, peut-on imaginer une éducation au développement durable sans un questionnement non dogmatique de ce concept ? Il en va de la crédibilité du message éducatif. D'autant que l'anthropisation des écosystèmes a entraîné de multiples dysfonctionnements qui font peser de graves menaces sur les générations actuelles et à venir. En conséquence, les décisions à prendre de toute urgence sont freinées par le dogmatisme ou l'immobilisme de certains discours.
- 3 Il faut dire que le plus souvent, les humains ont la prétention de dominer les langues or, ce sont les mots qui les dominent. Ils sont porteurs d'une idéologie que nous ne prenons plus le temps d'interroger. Nous ne pouvons pas en permanence nous laisser malmener par cette novlangue (Orwell, 1972) qui est portée par le discours médiatique et qui s'impose à nous comme un fait social. Et, il faut bien l'avouer, depuis quelque temps déjà, le concept de développement durable est devenu l'une des composantes de cette pensée politiquement correcte que l'on intègre volontiers à toutes les analyses ! Son instrumentalisation par les pouvoirs en place retarde le vrai débat que nous devrions avoir et qui devrait être celui du développement lui-même. Dans cette période de remise en question écologique et sociale, il apparaît que les conséquences de l'illusion du développement deviennent ingérables. Malgré ce, le développement reste un concept universel que la pensée dominante impose comme l'évidence (Hazan, 2006). Serions-nous prisonniers des mots ?
- 4 Face à ce défi, il nous apparaît nécessaire de prendre le temps de la réflexion. C'est l'objet central de cet article.
- 5 Selon les écrits du courant post-développementaliste¹ et, en particulier, ceux de Serge Latouche (1986), l'utilisation du qualificatif durable est intéressante pour les partisans

du développement dans le sens où il contribue à nous faire croire que le développement peut s'inscrire dans la durabilité. Or, s'il continue de la sorte, en matière de dégradation des équilibres économiques, écologiques et sociaux, à l'évidence, le développement durable ne peut précisément l'être ! Serait-il un oxymore ?

- 6 Il s'agira ici d'interroger le concept de développement durable et sa récupération par les institutions (comme les transnationales, les gouvernements, les collectivités locales) afin de préserver le statu quo et de poursuivre des pratiques totalement « non durables ». L'idée est de révéler l'idéologie présente dans le qualificatif durable attaché au mot développement. Cette nouvelle qualification n'est-elle pas une façon de ne pas s'interroger sur l'urgence écologique et sociale ou même d'éviter de questionner le concept de développement ?
- 7 La question de la durabilité nous donne l'illusion d'un changement. Cela rassure la conscience des citoyens, mais finalement pas grand-chose ne change réellement : les équilibres écologiques sont fragilisés, les inégalités sociales continuent de s'accroître. Ces déséquilibres justifient le fait qu'on s'interroge sur la notion même de développement, qui, selon de nombreux auteurs (La Ligne d'Horizon, 2003)², est porteuse de ces dysfonctionnements. C'est à ce niveau que l'idéologie du développement durable est puissante : ce nouveau concept n'est-il pas une aubaine dans la mesure où il permet de faire l'économie de cette interrogation ? N'autorise-t-il pas à ce qu'on ne mette pas en débat le développement lui-même ? En effet, les dirigeants se le sont approprié très rapidement, quitte à le vider de son sens. Pour un courant de chercheurs et d'économistes, la durabilité est un nouveau credo permettant de continuer à faire du développement en toute impunité. Selon Serge Latouche (2004, p. 51) quand on parle de développement durable « on a affaire à une monstruosité verbale du fait de l'antinomie mystificatrice de l'expression ». En effet, le développement étant, tel qu'il est pratiqué, par essence non durable, lui accoler le mot « durable » devient une imposture qui hérisse nombre d'écologistes, d'activistes, d'intellectuels.
- 8 Cependant dans le même temps, et c'est bien là le paradoxe, ce concept de développement durable a le mérite d'interroger la société civile, de créer des débats, et peut-être de parvenir à un certain niveau de conscience des problèmes écologiques. Si l'on reste positif, l'éducation au développement durable peut conduire au décloisonnement des disciplines, à la collaboration entre chercheurs et enseignants de différents horizons. Une telle éducation pourrait être porteuse de réflexions productives et judicieuses pour une transformation sociale. Dans cette perception, le développement durable serait-il alors le passage obligé vers une prise de conscience collective pour une transformation écologique et sociale ?
- 9 Alors pour approfondir ces différentes problématiques, je vais dans un premier temps, analyser les conséquences de la mise en place hégémonique de l'idéologie développementaliste. Puis j'esquisserai, dans un deuxième temps, quels sont les risques de l'institutionnalisation de l'éducation au développement durable si on ne prend pas le temps ou si on n'a pas la volonté idéologique de questionner ce concept.

Quelle durabilité pour le développement ?

Genèse du concept : une représentation récente imposée à la planète

- 10 Gilbert Rist (2001) qui enseigne à Genève l'économie du développement depuis une trentaine d'années nous rappelle que l'utilisation contemporaine du concept de développement date du 20 janvier 1949 dans le discours du président Truman. Dans le quatrième point de sa présentation, celui-ci se livre à une apologie du développement en montrant comment le monde de l'après Yalta se divise en pays qui ont déjà accédé à un certain niveau de vie et en pays qui en sont momentanément exclus. Dans sa vision du monde, il sépare les pays de la planète en deux blocs : ceux qu'il appelle les pays *développés* et ceux qu'il nomme les pays *sous-développés*. La majorité de la population planétaire, composée d'Asiatiques et d'Africains, allait ainsi se retrouver d'un seul coup qualifiée de sous-développée.
- 11 L'administration étasunienne du moment avait dans l'idée, en s'appuyant sur les écrits de Walt Rostow (1963), que le développement des États s'opère en cinq étapes :
 1. la **société ou l'économie traditionnelle**, basée sur l'agriculture et caractérisée par un manque de moyens de transport, peu d'investissement, une faible production et un secteur primaire important ;
 2. les **conditions préalables au démarrage**, étape caractérisée par la découverte de nouvelles techniques, l'accès aux marchés extérieurs, l'ouverture du pays, la création d'un État national centralisé, l'apparition d'entrepreneurs et d'une volonté d'investissement ;
 3. le **démarrage ou le take off**, une courte période où l'économie fait un bond lui permettant de quitter le stade agraire et qui est caractérisée par une augmentation de l'investissement, une augmentation de la croissance économique ainsi qu'un cadre politique et institutionnel qui y est favorable ;
 4. la marche vers la **maturité**, une longue période caractérisée par la généralisation de nouvelles techniques, la spécialisation et où l'investissement atteint au moins 10 % du revenu national ;
 5. l'ère de la **consommation de masse**, caractérisée par la production de biens, la dominance des services, une augmentation du revenu réel par habitant, l'apparition de nouvelles institutions, la démocratie politique et la stabilité sociale.
- 12 La troisième étape, celle du *take off* ou du décollage, devrait amener les pays sous-développés vers le bloc des pays développés. Selon Rostow (1963), on atteint cette décisive phase de *take off* par l'investissement productif, en déplaçant l'épargne : de l'épargne thésaurisée vers l'épargne productive. La phase achevée du développement, la cinquième et dernière étape, est ce que Rostow (1963) nomme la *société de consommation*. Chez cet optimiste libéral, tout se passe un peu comme dans une course cycliste : certains coureurs sont en tête, d'autres sont attardés. Les participants arrivant les premiers sont les pays qui accèdent à la phase ultime de l'évolution des sociétés, l'aboutissement de l'histoire libérale (Fukuyama, 1993). Les pays développés ont ainsi dépassé la ligne d'arrivée. Derrière, dans la course, certains pays sont en retard. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) jouent le rôle de la voiture-balai qui pousse les derniers vers la ligne d'arrivée. Les banquiers de ces institutions financières internationales sont les masseurs qui permettent malgré tout

aux athlètes de franchir la ligne, et de parvenir à l'espérance ultime de la vie des Hommes dans la société, à savoir la *société de consommation*.

- 13 Dans cette vision des choses, le sous-développement n'est finalement qu'une histoire de retard. L'administration étasunienne utilise alors certains critères pour qualifier le développement ou le sous-développement, et c'est avec ces critères-là qu'elle va imposer une certaine vision du monde qui n'était certainement pas partagée par tous les pays concernés. Il fallait en effet arriver à classer les pays en fonction de leur produit intérieur brut, instrument quantitatif, légitimant la pensée économiciste. D'ailleurs, en 1949, au moment du discours de Truman, la logique était très productiviste : c'était l'époque des 30 glorieuses, période de reconstruction d'après-guerre et début de la domination libérale. Les économistes du développement montrent que la doctrine Truman est la meilleure invention pour asseoir la domination étasunienne et la domination occidentale de façon plus élargie (Latouche, 2003).

Le développement : nouvelle forme de colonisation ?

- 14 Le mythe du développement serait-il la nouvelle forme de colonisation ? Aux 18^e et 19^e siècles, la colonisation était principalement militaire dans un premier temps, puis devenait administrative, politique et religieuse en s'imposant aux superstructures sociales. Au 20^e siècle, et déjà le discours de 1949 en présentait les premiers balbutiements, la colonisation devient symbolique. Le mythe du développement fait partie des outils de la domination. De Rivero (2003) explique comment le développement, relayé par le pouvoir médiatique et le pouvoir scientifique, s'est imposé par la volonté de domination idéologique de l'Occident. Il a progressivement été présenté comme l'objectif à atteindre pour tous les peuples de la planète. Derrière la poursuite du développement, se cache l'expertisme ou la domination des experts, la marchandisation des activités sociales, le salariat et le modèle occidental. En un mot, comme le dit Serge Latouche (1989), le développement, c'est l'occidentalisation du monde.
- 15 Historiquement, quand le colonisateur s'est retiré, il a abandonné l'éducation et la santé, mais il a imposé la domination symbolique. Dans ce contexte, Aminata Traoré (2002) va jusqu'à parler de « viol de l'imaginaire », où la puissance de la force symbolique de la culture occidentale amène l'individu à renoncer progressivement à ce qui l'a construit, et à influencer sur sa façon de percevoir ses représentations du présent et de l'avenir. Il devient alors difficile d'investir le champ des possibles en dehors de la référence occidentale.
- 16 À ce niveau, les médias ont joué un rôle central dans la diffusion du modèle occidental qui est devenu le modèle de référence (Halimi, 1997). Cette colonisation symbolique est devenue la nouvelle forme de domination. Elle accroît la dépendance, ou ce qu'Illich (1971) nomme l'hétéronomie. Cette colonisation de l'imaginaire sur le modèle occidental pousse les pays de la périphérie à rentrer dans des modèles de division internationale du travail (DIT), qui les entraînent à exporter les matières premières ou à participer à la déforestation des forêts primitives. Ils doivent, en effet, rembourser la dette et assurer un niveau de vie à l'occidentale pour les élites locales. Samir Amin (2002), économiste égyptien, explique comment, dans les pays sous-développés, la minorité de la *bourgeoisie compradore* (c'est-à-dire la bourgeoisie possédant un certain pouvoir d'achat) assoit son pouvoir sur le modèle occidental et pousse les puissances du

Sud vers la division internationale du travail. Cette bourgeoisie a besoin de devises pour accéder aux productions importées. Pour les obtenir, on spécialise le pays dans des productions demandées par le marché international et on joue le jeu de la mondialisation libérale : abandon des cultures vivrières (c'est-à-dire des productions agricoles permettant d'assurer l'apport quotidien en calories comme le manioc, l'igname, le riz, le maïs, etc.) pour les cultures de rentes (c'est-à-dire les productions exportées) participant ainsi au phénomène massif de déforestation et de déstabilisation des écosystèmes. C'est le cas d'un grand nombre de pays du Sud, comme le Brésil, le Congo, la Côte d'Ivoire, etc. L'idée étant que chacun prenne une place dans ce puzzle de la mondialisation qui deviendrait un jeu à somme positive : tout le monde y gagne (la théorie des avantages comparatifs selon Ricardo, 1817). Face à ces pratiques de spoliation des richesses de la planète, quelle durabilité peut-on envisager ?

Les risques de l'institutionnalisation de l'éducation au développement durable

- 17 Aujourd'hui, face à l'arrivée des premiers réfugiés climatiques (Garnier, 2007) et après les différents bilans proposés par les institutions les plus sérieuses comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il apparaît que des mesures pour sauver ce qui peut l'être encore s'imposent. Pour préparer un avenir meilleur, quoi de mieux que l'éducation ? C'est en effet dans ce creuset que se préparent les nouvelles générations de citoyens.
- 18 Or, comment s'intéresser aux thématiques étudiées sans prendre le temps de débattre de l'organisation économique de nos sociétés. Pourtant, le message a été lancé depuis bien longtemps. Déjà, René Dumont (1988) précurseur de l'écologie politique en France nous avait alertés. Il ne peut y avoir d'écologie dans un monde dominé par le court terme et par la recherche absolue du profit. Ce système ne peut que mener l'humanité vers l'accumulation du superflu et le renoncement de l'essentiel qui repose sur les valeurs civilisationnelles. Dans cette démarche, il faudrait s'attacher à faire croître tout ce qui nous rapproche des valeurs centrales de l'humanité (fraternité, formation, éducation, santé, culture par exemple) et faire décroître tout ce qui nous rapproche de la barbarie consumériste (publicité, culte de la marchandise, fétichisme et accumulation de l'objet, etc.). Évidemment, cela va à l'encontre de la pensée dominante. Mais, il devient urgent de se questionner : quelle société construire pour demain ? Pourquoi refuser de se poser cette question centrale ? Les citoyens en général et les formateurs en particulier ne peuvent échapper à ce questionnement. Ils sont les adultes référents de toute une génération qui attend des prises de position courageuses sur ces questions. En effet, quelle nouvelle génération sommes-nous en train de former ? Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ?
- 19 Or, nous devons constater que le manque d'analyse critique sur les thématiques de la consommation et du développement amène la plupart d'entre nous à ne pas prendre de recul sur ces concepts qui sont sûrement la plus grande manipulation du moment. Nous nous trouvons prisonniers des mots et des concepts que nous utilisons, car ils sont présentés comme des évidences (Hazan, 2006). Le politiquement correct s'en nourrit et nous enferme dans une pensée formatée à forte manipulation symbolique.
- 20 Comment, en effet, former le citoyen d'aujourd'hui et de demain si on ne lui permet pas de remettre en question les dogmes qui encombrant sa liberté de penser. Il importe de

« décoloniser nos imaginaires » (Latouche, 2003) pour mettre en place une écosociété sûre de ses valeurs et ouverte à un futur où l'être humain retrouvera sa place. Il s'agit là d'un défi majeur. Pour faire évoluer la réflexion de manière non dogmatique, l'éducation au développement durable doit faire appel à la pensée critique. Ce qui doit être privilégié tient à une recherche d'ouverture des imaginaires pour construire une société véritablement citoyenne et respectueuse des équilibres écologiques et sociaux.

- 21 À ce niveau, l'approche interdisciplinaire de l'éducation au développement durable pourrait permettre d'aborder la thématique du rapport entre économie-environnement-société à l'écart des blocages issus des démarches scientifiques parcellaires pour une perception plus globale de la question posée. De plus, une démarche partenariale devrait permettre une pluralité des regards pour une meilleure ouverture aux problèmes environnementaux et sociétaux (Sauvé, 2002).
- 22 Dans cette perspective, les enjeux de formation, de réflexion critique, d'ouverture du champ des possibles sont incontournables. Ils relèvent d'un souci d'émancipation et d'une volonté d'écologie sociale ou d'écologie de la liberté (Bookchin, 1992) qui permettent d'assainir les rapports sociaux autour de valeurs centrales de l'humanité telles que la fraternité, le respect de l'autre et la tolérance. Évidemment, ce n'est pas chose facile dans une société qui privilégie l'accumulation du capital comme valeur centrale. L'éducation pour le développement durable ne devrait-elle pas travailler sur les valeurs qui vont permettre une écologie de la relation pour une société plus fraternelle et plus responsable (Jonas, 1979) ?
- 23 En effet, les besoins d'un véritable questionnement sur l'évolution de notre société sont bien là. Ils sont même urgents, mais ils sont ralentis sinon rendus impossibles par le discours de la domination qui impose des concepts consensuels qui ne sont pas remis en question. À titre d'exemple, les problèmes de la faim dans le monde mis en évidence par François De Ravignan (2003) et plus récemment par Jean Ziegler (2005) montrent à quel point il convient d'interroger nos niveaux de consommation et ne pas s'en tenir à une simple « consommation pour un développement durable » développée par exemple par Canfin et Chaplain (2003).
- 24 C'est donc bien d'un débat sur les fondements de notre organisation économique, politique et sociale dont nous avons intimement besoin. Car au-delà d'une sensibilité environnementale, nous devons former des citoyens ayant une perception politique et critique des enjeux sociétaux. C'est de cet effort de formation systémique que pourra naître une réflexion globale sur notre société dans l'espoir de transformations majeures.

Conclusion

- 25 Si on ne prend pas le temps de le questionner, le concept de développement durable peut s'avérer nocif pour la liberté de penser de chacun d'entre nous.
- 26 Cependant, si l'on veut rester positif, il peut aussi être une étape et permettre de s'interroger, de faire évoluer les consciences. Pour ce faire, la sensibilisation des plus jeunes, des étudiants et citoyens aux enjeux que représente le développement devient une priorité. Grâce à une démarche d'émancipation vis-à-vis des dogmes et à une présentation systémique des problèmes écologiques, on peut espérer une ouverture des imaginaires vers une écosociété plus ouverte aux débats.

- 27 En France, des pratiques interdisciplinaires d'éducation au développement durable se généralisent dans les programmes scolaires (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2007). Ce serait là une belle occasion de mettre en perspective historique et critique la notion même de développement, avec une approche plurielle basée sur différentes sciences pour faire avancer une réflexion systémique. Se rendre compte combien les dimensions environnementales, politiques ou sociales sont liées permettrait de mesurer l'importance du besoin de transformation des pensées et des comportements pour une société plus respectueuse des valeurs centrales de l'humanité.
- 28 Cette approche interdisciplinaire pourrait apporter aux étudiants, qui sont les futurs décideurs, les clés de compréhension de l'évolution de notre société pour qu'ils puissent agir de façon non mutilante pour l'environnement et la survie de l'humanité et des espèces vivantes sur cette planète.
-

BIBLIOGRAPHIE

- Amin, S. (2002). *Au-delà du capitalisme sénile*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bookchin, M. (1992). *Une société à refaire. Pour une écologie de la liberté*. Lyon : Atelier de création libertaire.
- Canfin, P. et Chaplain, M. (2003). Une consommation pour un développement durable. *Alternatives Économiques – La consommation citoyenne*, 10, 8-9.
- De Ravignan, F. (2003). *La faim pourquoi ?* Paris : La découverte.
- De Rivero, O. (2003). *Le mythe du développement*. Paris : Enjeux Planète.
- Dumont, R. (1988). *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*. Paris : Seuil.
- Fukuyama, F. (1993). *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris : Flammarion.
- Garnier, D. (2007). Au Bangladesh, les premiers réfugiés climatiques. *Le Monde Diplomatique*, avril 2007, p. 16-17.
- Halimi, S. (1997). *Les nouveaux chiens de garde*. Paris : Libre Raisons d'agir. Hazan, E. (2006). *LQR : La propagande du quotidien*. Paris : Libre Raisons d'agir.
- Illich, I. (1971). *Libérer l'avenir*. Paris : Seuil.
- Jonas, H. (1979). *Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*. Paris : Édition du Cerf, traduction française 1990.
- La Ligne d'Horizon. (2003). *Défaire le développement, refaire le monde*. Lyon : Parangon.
- Latouche, S. (1986). *Faut-il refuser le développement ?* Paris : Presses Universitaires de France.
- Latouche, S. (1989). *L'occidentalisation du monde*. Paris : La Découverte.
- Latouche, S. (2003). *Décoloniser l'imaginaire*. Lyon : Parangon.

Latouche, S. (2004). *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Paris : Mille et une nuits, Collection Les petits livres, no. 55.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. (2007). *Bulletin officiel no. 14 du 5 avril 2007 : Éducation au développement durable – Seconde phase de généralisation de l'éducation au développement durable (EDD)*. Paris : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Orwell, G. (1972). 1984. Paris : Gallimard.

Ricardo, D. (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. Paris : Flammarion.

Rist, G. (2001). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences Po.

Rostow, W. (1963). *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Le Seuil.

Sauvé, L. (2002). Le partenariat en éducation relative à l'environnement : pertinence et défis. *Éducation relative à l'environnement : Regards – Recherches – Réflexions*, 3, 21-36.

Traoré, A. (2002). *Le viol de l'imaginaire*. Paris : Fayard.

Ziegler, J. (2005). *L'empire de la honte*. Paris : Fayard.

NOTES

1. Voir le site Web du Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après-Développement (ROCADE, <http://www.apres-developpement.org>) et sa Charte.

2. L'Association *La Ligne d'Horizon – Les amis de François Partant* a organisé en mars 2002 au Palais de l'Unesco à Paris un colloque international sur le thème *Défaire le développement, refaire le monde*. De nombreux chercheurs et acteurs du Nord et du Sud se reconnaissent aujourd'hui dans une réflexion qui procède à une véritable déconstruction de la pensée économique. Ce courant se qualifie de post-développementiste. À la suite de ce colloque un ouvrage collectif a été publié. Il présente la réflexion de 35 chercheurs et acteurs sur la question du développement et sa remise en cause.

AUTEUR

CLAUDE LLENA

Socioéconomiste au Centre régional de documentation pédagogique de l'Académie de Montpellier (France), il est également membre du comité de rédaction de la revue *Entropia* (Lyon).